

Une dictature bien morne...

Bon ça y est, avec mes conneries et mes fanfaronnades, matinées de fausse bienveillance et d'humour niais, les gogos, que dis-je, le bon peuple m'a accordé sa confiance. Il ne sera pas déçu. Je lui ai promis avec mon équipe pendant la campagne un changement radical, sans pour autant clairement en expliciter la teneur. Plutôt que de jouer avec le bouton rouge pour taquiner Vlad et donner des sueurs froides à Barack qui sont désormais mes potes, et bien que cette mesure parût radicale et définitive, mine de rien, Moi président, renvoyant au diable vauvert le précédent anormal, et désormais grand patron de la ménagerie, j'avais réfléchi à ma réforme phare.

Différentes mesures farfelues étaient envisageables, notamment un autodafé de codes du travail, mais cette idée de froidement brûler des livres ne me plaît que moyennement, d'autant plus que le risque de voir se développer un véritable marché noir de ce joli petit livre rouge serait réel, avec économie souterraine, contrebandiers armés, et, assurément, heures supplémentaires les plus sombres de notre histoire en perspective...

J'avais aussi pensé ériger un totem à la croissance, danser joyeusement nu autour et jeter dans le bûcher quelques politicards, pour attiser le feu avec leurs bourrelets suintant d'argent gratuit des autres, mais mon illustre prédécesseur a néanmoins déjà présidé à la cérémonie, brasier en moins, mais avec de vraies incantations, et après avoir attendu patiemment les résultats avant d'être surnoisement mauvaise langue ou de jeter avec délectation la première pierre à la gueule du crétin qui avait osé proférer pareille ânerie, force est de constater que les dieux de l'économie, laïcs bien sûr, n'ont pas entendu nos prières aussi désespérées que désespérantes et le miracle n'a pas eu lieu.

L'idée saugrenue de convoquer des États Généraux, réunissant les représentants du peuple, des élus, et des journalistes, dans le but inavoué, et mesquin je vous le concède, d'abolir les privilèges, qui étaient pourtant censés avoir déjà tous disparu une certaine nuit d'Août ne faisant plus recette, il m'est donc apparu que le temps était venu de sortir l'artillerie lourde.

J'ai donc décidé de légiférer par ordonnance afin de contourner la légendaire lourdeur administrative française, au risque de faire hurler la hargneuse déesse callipyge des écolos, qui avait été moins scrupuleuse quand lesdites ordonnances s'adressaient à son ministère croupion que je me ferai d'ailleurs par la suite une joie de supprimer.

Il s'agira donc de demander aux entreprises de distribuer à leurs employés leur salaire complet. Cette mesure peut paraître bien anodine au vu de l'immensité du travail qui resterait ensuite à accomplir, mais elle est néanmoins fondamentale pour plusieurs raisons. Bien sûr, elle ne permettra pas d'amélioration de la compétitivité des entreprises, et partant, pas de hausse de salaire, pas de baisse du chômage, pas de gain de pouvoir d'achat, du moins dans l'immédiat.

En effet, dans notre pays jadis berceau de la culture artistique, mais englué dans les affres du socialisme et de son bras armé la rééducation nationale, creuset de l'inculture économique, les hommes politiques, regardant les autres avec mépris du haut de leurs idées, peuvent encore se permettre d'expliquer benoîtement que les diverses et lourdes cotisations patronales sont payées par les méchants patrons pour la sacro-sainte protection sociale des gentils salariés.

Je ne prétends pas arriver à faire comprendre aux gens que les impôts et taxations diverses auxquels est soumise une entreprise sont payés par les consommateurs quand celle-ci produit des biens, et par les salariés licenciés lorsqu'elle meurt écrasée sous le poids de charges, de syndicats, et de réglementations débiles, mais j'ai bon espoir qu'ils entendent assez rapidement que tout cet argent désormais sur leur compte bancaire va devoir être reversé à l'état, qui va ensuite le gaspiller dans une assurance maladie qui, bien que remboursant les soins au lance-pierres trouve le moyen d'être

en déficit chronique, une assurance chômage qui a pour seul mérite de vous trouver un job à plein temps lorsqu'il s'agit de faire la queue à Pôle Emploi, et une branche vieillesse qui vous accompagne dans votre fin de vie avec une retraite de misère.

Ceci compris, mes compatriotes auraient toutes les cartes en main pour demander, sans qu'une quelconque opposition n'ait d'arguments plus recherchés à proposer que la soumission à l'ultralibéralisme galopant et à la privatisation rampante des services publics, la fin du monopole de la sécurité sociale, et donc, l'ouverture à la concurrence de l'ensemble de ses branches. Libre à chacun ensuite de choisir auprès de quelle compagnie d'assurance dépenser le fruit de son travail.

On me rétorquera alors que mon but ultime est de supprimer cette Sécurité Sociale que le monde entier nous envie sans pourtant le copier, cette fierté du modèle Français suscitant en nous tant de passions brutales, en fait monstre informe hérité de notre glorieux passé vichyste. Il sera aisé de démontrer que si ce système fonctionne si bien qu'on le dit, et ce pour des tarifs raisonnables, les gens seraient bien bêtes de s'en détourner et ne le feraient d'ailleurs probablement pas. Le triomphe de l'état face à l'immonde bête capitaliste mangeuse d'enfants communistes et de canaris trisomiques serait total et nous pourrions alors repartir gaiement vers 60 ans de joyeuse gabegie. Mais je ne crois guère à cette hypothèse...

Or donc, les tarifs des diverses assurances sociales ayant subi une [baisse conséquente](#), grâce à cette saine concurrence si longtemps damnée par les collectivistes de tout bord par des exposés fallacieux, des arguments spécieux et des raisons captieuses, les salariés disposent dorénavant de plus d'argent sur leur compte en banque à la fin du mois, qu'ils peuvent alors librement choisir de claquer dans une collection de bretelles à rayures ou toute autre futilité susceptible de les amuser, d'épargner pour acheter une voiture, un logement ou prévoir leur retraite, ou d'investir dans l'immobilier ou l'élevage de bernard l'hermite, que sais-je encore. Dans tous les cas, cette manne substantielle serait mieux employée à faire tourner l'économie plutôt qu'à payer les cafés, même issus du commerce équitable, de certains fonctionnaires de la CPAM, de la CNAV, de l'URSSAF, etc...

"Celà ne restaure pas la compétitivité des entreprises!" claironneront dans la rage de Caliban quelques fiers opposants, hommes de paille en herbe en rangs disséminés se remettant à peine de l'affront que leur aura fait subir la réalité alors que, chacun le sait, c'est un préalable nécessaire mais non suffisant à la création de richesse, et bien que personne n'ait rien fait pour depuis 40 ans, soudainement la prise de conscience sera générale. Comme mes concitoyens disposeront d'un peu plus d'argent qu'auparavant, et ce avec une protection sociale au moins équivalente, ils consentiront d'autant plus facilement à quelques sacrifices financiers mineurs, et à l'assouplissement progressif du code du travail, qui pourrait dorénavant se limiter à quelques articles simples mettant en exergue le libre consentement aux termes d'un contrat signé entre deux adultes responsables et rationnels.

Bien sûr, on pourrait aussi s'attaquer frontalement aux systèmes de retraite par répartition, mais cette mesure, bien que nécessaire, ne manquerait pas de provoquer une irrationnelle ire ne se traduisant que par des heurts supplémentaires, alors que le fait de sensibiliser les Français sur l'usage de leur argent ne manquerait pas de conduire, de fait, à la mise en place de régimes par capitalisation, que même les fonctionnaires, utilisant à bon escient leur préséance républicaine, se sont [accordé](#) depuis des décennies.

Enfin, la périclitation de nos vieilles institutions centralisées permettrait de faire émerger des pouvoirs locaux, se limitant à une dizaine de régions par exemple qui, en vertu du [principe de subsidiarité](#), exerceraient leurs compétences de façon raisonnée et responsable, puisque répondant de leurs actions devant leurs citoyens, et au risque que ceux-ci ne votent avec leurs pieds, se lanceraient dans une concurrence effrénée mais souhaitable pour attirer les entreprises, seules

créatrices de richesse, par des taxations dûment calculées et propices aux investissements.

Au final, cette mesure fondamentale serait relativement simple à faire accepter, et encore plus à mettre en oeuvre, et permettrait aux gens de se rendre enfin compte du poids ahurissant de l'état sur leurs vies et sur leur portefeuille et que, entre autres épouvantails, la santé, même gratuite, même sociale et solidaire, a bel et bien un coût, faramineux même. On pourrait alors enfin proposer grâce à un argumentaire similaire l'autonomie des établissements scolaires grâce à la mise en place d'un chèque éducation, la suppression des subventions publiques à toute forme d'entreprise (presse en particulier), d'association ou de ~~mafia~~ syndicat devant dorénavant pour survivre trouver des fonds privés et donc justifier par leurs actes et leur transparence de leur utilité.